

Le TÉMOIN: Je suis heureux que vous me rappeliez cela. L'Acte d'accord réciproque du commerce contient des réductions sensibles de tarifs. Il n'en reste pas moins que le tarif américain est encore très haut et qu'il y a encore beaucoup de place pour des réductions, mais j'estime que ce document—

M. MACDONNELL: Le président a le pouvoir de faire de plus grandes réductions, n'est-ce pas ?

Le TÉMOIN: Le président a récemment obtenu le pouvoir de faire de nouvelles réductions dans les taux actuels du tarif américain. Je répète qu'à mon avis des propositions de ce genre indiquent un réel désir de la part des fonctionnaires américains et du gouvernement américain de se mettre à la hauteur de leur situation internationale. Permettez-moi de vous lire une clause de l'accord financier entre le Royaume-Uni et les Etats-Unis. Pour les membres qui ont cet accord, vous trouverez cela aux pages 28 et 29, l'article intitulé "Renonciation au paiement de l'intérêt".

En toute année où le gouvernement du Royaume-Uni demandera au gouvernement des Etats-Unis de renoncer à la somme de l'intérêt due au versement de l'année, le gouvernement des Etats-Unis accordera la renonciation si:

(a) Le gouvernement du Royaume-Uni juge la renonciation nécessaire vu l'état présent et à prévoir du change international et le niveau de son encaisse d'or et de devises étrangères et si

(b) Le Fonds monétaire international certifie que le revenu du Royaume-Uni des exportations produites chez lui et son revenu net des opérations invisibles (sic) courantes, dans la balance des paiements, ont été en moyenne pendant les 5 années juridiques précédentes inférieurs à la moyenne annuelle des importations du Royaume-Uni en 1936-1938, fixée à 866 millions de livres sterling, selon que le chiffre sera modifié conformément au changement du niveau des prix desdites importations. Toute somme en sus de 43,750,000 livres visée ou payée en toute année au compte des balances sterling déposée au crédit des gouvernements, autorités monétaires et banques d'outre-mer avant la date d'exécution du présent accord sera considérée comme capital et ne sera donc pas comprise dans le calcul ci-dessus du revenu net des opérations invisibles courantes de l'année.

Si la renonciation demandée s'applique à un versement d'intérêt antérieur à celui qui est dû en 1955, le revenu moyen sera estimé pour les années juridiques à compter de 1950 jusqu'à la fin de l'année précédant celle de la demande en renonciation.

L'effet général de cela est que si le paiement de l'intérêt sur le prêt, de l'avis du gouvernement du Royaume-Uni, faisait tomber les importations du Royaume-Uni au-dessous du volume, non pas de la valeur mais du volume, de la moyenne du volume des importations pendant les trois années qui ont précédé l'ouverture des hostilités, les Etats-Unis renonceraient à l'intérêt sur le prêt.

Je suggère qu'à la lumière des choses que j'ai mentionnées, c'est aller beaucoup plus loin que les faits ne le justifient que de dire qu'on peut compter que les Etats-Unis se conduiront en mauvais créanciers; que les Etats-Unis n'ont pas conscience de leur responsabilité dans le monde; et qu'on peut compter voir les Etats-Unis vivre dans un état de dépression perpétuelle.

M. QUELCH: Ma foi, monsieur le président, le témoin voudra bien avouer alors que le succès de l'accord de Bretton Woods dépendra en grande partie d'un changement d'attitude de la part de certains pays créanciers. Je tiens à dire que je ne veux pas un seul instant donner l'impression que je suis pour les Anglais et anti-américain. Je me suis simplement servi de ces deux pays comme exemples, c'est la seule raison pour laquelle je les ai nommés par leur nom. Je ne suis en aucune façon anti-américain et en continuant je vais me servir des termes A et B pour renvoi—